

Vivre avec la mémoire de la catastrophe

L'éruption de La Soufrière de Guadeloupe en 1976

Living with risk or with disaster memory?

The 1976's eruption of the Guadeloupe Soufrière

Magali Reghezza-Zitt, Fanny Benitez and Maud H. Devès

Volume 20, Number 3, December 2020

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1079346ar>

DOI: <https://doi.org/10.4000/vertigo.28911>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Université du Québec à Montréal
Éditions en environnement VertigO

ISSN

1492-8442 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Reghezza-Zitt, M., Benitez, F. & Devès, M. H. (2020). Vivre avec la mémoire de la catastrophe : l'éruption de La Soufrière de Guadeloupe en 1976. *VertigO*, 20(3).
<https://doi.org/10.4000/vertigo.28911>

Article abstract

This paper aims to address the spatiality of disaster memory and show how disaster memory transforms the relationship between the inhabitants, who experienced a crisis, and the lived space. Considering the 1975-1977 eruptive crisis of the Soufrière, we study both the institutional memory and the individual memories of the direct witnesses. We show that forty years later, people still remember events in a sensitive and affect-filled way, which is highly spatialized and has a particular spatiality. Living with the volcano implies to live with the memory of the crisis, which is interpreted by people as a catastrophe. Memory thus produces new territorialities, i.e. new ways of dwelling. Conversely, institutional memory is not very present and does not transform the geographical space in its materiality or its meaning.



Vivre avec la mémoire de la catastrophe

L'éruption de La Soufrière de Guadeloupe en 1976

Living with risk or with disaster memory? The 1976's eruption of the Guadeloupe Soufrière

Magali Reghezza-Zitt, Fanny Benitez et Maud H. Devès

Introduction

- 1 La mémoire des catastrophes est considérée par de nombreux travaux scientifiques comme un élément essentiel de la « culture du risque » (McIntosh, 2000; Bankoff, 2003 et 2004; Weiss *et al.*, 2011; Blesius, 2013) et du relèvement post-catastrophe (Garde-Hansen *et al.*, 2017; McEwen *et al.*, 2017; McKinnon, 2019). Conserver le souvenir des événements passés contribuerait à une meilleure connaissance des aléas et à la prévision des événements à venir. Entretien la mémoire des catastrophes conduirait plus largement à réduire la vulnérabilité, en maintenant la conscience du danger et la transmission des « bons » comportements. La mémoire des catastrophes permettrait finalement aux individus et aux communautés de « vivre avec » les dangers dans des territoires à risques (D'Ercole et Dollfus, 1996). Pour ces raisons, les nombreux guides et cadres d'action font de la mémoire des catastrophes un instrument de prévention au service de la préparation des organisations sociales et de l'augmentation de leur résilience.
- 2 Le terme de « mémoire » recouvre un ensemble de réalités proches, mais distinctes (Lavabre, 2007). En psychologie, la mémoire renvoie à la faculté qui permet d'enregistrer, de conserver et de rappeler dans le présent des informations qui relèvent du passé. En informatique, elle désigne le dispositif qui permet de stocker des données. On retrouve ce sens lorsqu'on parle de « mise en mémoire » ou de « construction mémorielle », expressions qui renvoient aux dispositifs, individuels ou collectifs, informels ou institutionnels qui permettent de collecter, enregistrer, préserver,

partager, transmettre dans le temps des informations, matérielles et immatérielles. La mémoire peut aussi désigner le résultat de ce processus de conservation: en ce sens, elle est généralement considérée comme un construit social, ou, plus précisément encore, comme une reconstruction à partir du présent (Halbwachs, 1925). La « mémoire sociale » est ainsi devenue un champ d'études en sciences humaines et sociales à part entière (Olick et Robbins, 1998; Lavabre, 2007).

- 3 La mémoire, quelle que soit la définition qu'on en donne, peut être appréhendée à partir de sa spatialité. Dès 1984, l'historien Pierre Nora a par exemple établi les liens entre le lieu et la mémoire (Nora, 1983). S. Revet (Revet, 2007) a montré de son côté que la mémoire des catastrophes était « productrice de localité », au sens où l'entend A. Appadurai (Appadurai, 1995), c'est-à-dire de liens entre les individus et l'espace habité, qui est lui-même vécu, pratiqué, imaginé. Appliqué au cas particulier des catastrophes, le travail sur la mémoire révèle le rapport des victimes à un espace géographique particulier, l'espace à risque (Langumier, 2008).
- 4 En nous appuyant sur ces travaux, nous inscrivons notre approche de la mémoire des catastrophes dans la lignée des recherches sur les rapports entre risque et territoire. Notre étude souhaite en effet éclairer l'« habiter des territoires à risques » (November *et al.*, 2011) à partir de ses dimensions mémorielles. Notre hypothèse est que la mémoire d'une catastrophe produit des territorialités spécifiques, qui peuvent être individuelles ou collectives, mais qui sont toujours datées et situées.
- 5 Les concepts de territoire et de territorialités que nous mobilisons sont empruntés à la géographie. Pour les anglophones, le territoire renvoie à l'organisation politique de l'espace (Soja, 1971). Ce concept juridico-politique permet de penser l'État moderne (Cox, 2002). Le terme « territorialité » est associé à cette approche politique pour étudier par exemple les stratégies spatiales à l'origine de la construction et du maintien du pouvoir (Sack, 1986). Si les géographes français utilisent cette acception du territoire, ils l'entendent également dans une perspective sociale et culturelle, en relation avec les approches humanistes et phénoménologiques qui éclairent l'« habiter » (Stock, 2004). Dans cet usage, la territorialité renvoie aux rapports que les individus entretiennent avec leur espace de vie et désigne les « dimensions du vécu territorial d'un individu » (Di Méo, 2008). Elle concerne aussi bien les pratiques et comportements que les perceptions, affects, émotions, représentations, imaginaires, sentiments d'appartenance, identités (Bonnemaison, 1981; Debarbieux, 2003).
- 6 La plupart des travaux qui s'intéressent au rapport entre les territoires à risque, l'habiter et la mémoire, portent sur des catastrophes meurtrières. Nous avons choisi d'étudier la mémoire d'un événement qui n'a fait aucune victime humaine, mais qui a pourtant profondément marqué le territoire et ses habitants: la crise éruptive de la Soufrière de Guadeloupe, qui s'est produite entre 1975 et 1977 et a atteint son paroxysme au cours de l'année 1976. L'éruption phréatique du volcan a en effet provoqué, à l'été 1976, deux évacuations successives de la Basse-Terre, la première spontanée, la seconde déclenchée dans le cadre du plan ORSEC (Organisation secours). Lors de cette seconde évacuation, près de 73 000 personnes ont dû quitter leur domicile pendant près de cinq mois (De Vanssay, 1979a).
- 7 Le choix de cette crise s'explique par sa triple originalité. D'abord, elle est suffisamment récente pour que des témoins directs puissent être interrogés, mais suffisamment lointaine pour avoir donné naissance à différents processus de mise en mémoire. Ensuite, si elle n'a pas causé de morts, elle a constitué une rupture majeure

pour le territoire de la Basse-Terre, et provoqué des recompositions socio-spatiales fortes à l'échelle locale et à l'échelle de la Guadeloupe (Benitez, 2018). Enfin, les quarante années qui se sont écoulées depuis ce que l'on appelle désormais « la crise de 1976 » ont donné lieu à un ensemble de commémorations, qui permettent de voir le passage du souvenir individuel à la fabrique d'une mémoire collective institutionnelle.

La mémoire sociale des catastrophes, objet des sciences humaines et sociales

Approches historiques et géohistoriques des catastrophes

- 8 La mémoire des catastrophes peut être entendue comme la conservation du souvenir des événements catastrophiques passés. Ce passé peut être lointain. On relèvera ainsi les écrits des historiens, qui ont reconstitué les catastrophes passées qui ont affecté certains territoires ou sont associées à certaines périodes (Delumeau et Lequin, 1987; Favier et Granet-Abisset, 2000; Garnier, 2015; Cœur *et al.*, 2006; Desarthe, 2013; etc.). La psychologie environnementale a permis d'étudier la mémoire, et plus largement les représentations sociales, en tant qu'elles médiatisent le rapport des individus à leur environnement et aux risques (Moser, 2009; Rateau et Weiss, 2011). Les géographes, en particulier les géographes francophones, ont adopté de leur côté une démarche géohistorique, au service de la connaissance des aléas et de la prévention (Martin *et al.*, 2015; Hugerot *et al.*, 2017). Celle-ci concilie différentes temporalités et échelles spatiales (Metzger et Reghezza, 2019).
- 9 Si la connaissance historique ou géohistorique des catastrophes contribue à la mémoire des événements, l'utilisation de données du passé, notamment d'archives, soulève de nombreux problèmes méthodologiques (Antoine *et al.*, 2009). S'appuyant sur les travaux de l'historien G. Chouquer (Chouquer, 2008), Nancy Meschinet de Richemond insiste par exemple sur les risques de l'anachronisme et rappelle la nécessaire historicisation des cadres et des concepts interprétatifs (Meschinet de Richemond, 2016).
- 10 Quelles que soient ces approches, ces travaux montrent l'importance du stockage des données du passé, le rôle des archives et de la prise en compte du temps long, à des fins de connaissance du risque. La mémoire des catastrophes et sa transmission permettent aussi de recontextualiser les processus physiques et les réponses des sociétés (Meschinet de Richemond, 2010). En revanche, ils ne portent pas, par définition, sur la mémoire vive des catastrophes et abordent relativement peu l'aspect individuel.

Approche individuelle des mémoires

- 11 L'approche individuelle des mémoires a été abondamment explorée en psychologie, mais aussi en histoire, en anthropologie ou en sociologie, à travers, par exemple, la mise en mémoire des morts traumatiques (*memorializing traumatic death*). La mémoire des catastrophes est aussi abordée à travers la question du traumatisme psychique et de la résilience (Xu, 2015). L'oubli (ou de l'impossible oubli) et la difficulté à rendre compte, partager et dépasser l'événement vécu, sont des composantes importantes de ces travaux (Ullberg, 2017).

- 12 Les liens entre mémoire collective et mémoire individuelle ont été fortement discutés par les historiens et les sociologues (Gray *et al.*, 2004), qui s'appuient à nouveau sur les travaux d'Halbwachs (Halbwachs, 1925) pour souligner que la mémoire individuelle participe d'une mémoire collective, forcément reconstruite à partir du présent pour assurer une fonction sociale.
- 13 L'articulation entre mémoire individuelle et mémoire collective s'opère souvent à partir du « récit » (« *narrative* »). Pour de nombreux auteurs, la « mise en récit » de la catastrophe est une manière individuelle et/ou collective de redonner du sens à ce qui s'est produit. Elle s'inscrit toujours dans « un processus de signification » (Cartier, 2004), qui permet de vivre avec le souvenir du passé et d'appivoiser la menace future, révélée ou rappelée par la catastrophe. La mise en récit peut aussi être motivée par le désir de tirer des leçons de ce qui s'est produit et de transmettre la mémoire des événements à des fins préventives (Cartier, 2004).
- 14 On peut ici distinguer deux catégories de travaux. Certains auteurs analysent la mise en récit en tant qu'elle est au service de la mémoire de la catastrophe. Ce champ a été renouvelé par les études sur la fabrique des sociétés résilientes. La mémoire y est considérée comme un outil participant aux processus d'apprentissage qui conduisent à une meilleure préparation des communautés et au développement des capacités à faire face (Vale et Campanella, 2005). Ces travaux questionnent le récit comme support de mémoire et ses impacts sur les pratiques habitantes. Ils interrogent par exemple la sélectivité, l'équivocité et l'évolutivité des mémoires produites (Labeur, 2013). Ils mettent en lumière les jeux d'acteurs, les temporalités, les spatialités des processus de construction narrative (Gross, 2000).
- 15 D'autres travaux utilisent le récit dans une perspective ethnographique, pour comprendre les mémoires en présence et leurs significations (Clavandier, 2009). La narration de l'événement est un matériel qui reflète à la fois le vécu des personnes, la reconstruction *a posteriori* de l'événement, l'état émotionnel, etc. Reconnaisant l'imprécision et la nature variable des souvenirs (Legg, 2007), ces scientifiques considèrent que le récit de catastrophe est un objet d'étude *en soi* (Cartier, 2004; Girard et Langumier, 2006).

Catastrophes et mise en mémoire: le temps et l'espace

- 16 Qu'elle soit individuelle ou collective, les scientifiques s'accordent sur le fait que la mémoire des catastrophes résulte d'un processus de construction. L'anthropologie des catastrophes met ainsi en lumière les différents registres de temporalités qui s'expriment dans la mémoire des catastrophes (Revet et Langumier, 2015). Elle souligne la différence entre le caractère événementiel du désastre et la construction mémorielle, qui se traduit en particulier dans les commémorations, et qui se décline selon de multiples temporalités (Clavandier, 2009).
- 17 La mise en mémoire renvoie également à l'articulation complexe entre l'espace et le temps. La mémoire des catastrophes s'appréhende à partir des traces matérielles et symboliques des désastres dans l'espace géographique. S'appuyant sur les conclusions de M. Augé (Augé, 2003) et de H.-P. Jeudy (Jeudy, 1991), A. Le Blanc (Le Blanc, 2006) aborde spécifiquement la mémoire de la catastrophe naturelle à partir des « ruines traumatiques », en lien avec la production urbaine. Il insiste sur la tension entre la conservation de la ruine (ou le monument) comme inscription dans la durée de la

mémoire, et la volonté d'oubli consécutive au traumatisme subi par les populations sinistrées. A. Le Blanc rattache aussi mémoire et patrimonialisation, comme instrument au service d'une politique de gestion des risques et une mise en scène du passé à des fins politiques et idéologiques. Plusieurs géographes ont aussi étudié la mise en tourisme des traces de la catastrophe (Hernandez, 2008), le « tourisme macabre » (*dark tourism*), devenant un champ à part entière de la littérature scientifique.

- 18 De nombreux travaux traitent aujourd'hui la mise en mémoire de la catastrophe à partir du monument, qui permet à la fois le deuil et le recueillement et la conservation du souvenir de l'événement (Boret & Shibayama, 2018). D'autres portent sur la commémoration, qui permet de retrouver des formes de cohésion sociale et de redonner du sens aux événements (Eyre, 2007; Margy et Sanchez-Carretero, 2011; etc.), et qui articule les registres de temporalité (passé/présent) et les lieux de mémoire (spatialité). Ces travaux ont pour point commun de montrer que la mémoire des catastrophes est productrice de lieux, dans lesquels les différents registres de temporalités s'articulent.
- 19 Notre article s'inscrit à la croisée de ces travaux. Nous cherchons à étudier les mémoires à travers les récits et les traces matérielles dans le territoire. Nous considérons les mémoires à partir de leur spatialisation et de leur spatialité, pour réfléchir à l'articulation de l'espace et du temps. Mais nous analysons en plus l'impact de ces mémoires sur la manière d'habiter l'espace à risque, c'est-à-dire, *in fine*, sur les territorialités habitantes. Nous nous intéressons de fait moins à la mémoire, en tant qu'elle produit des lieux et au-delà, des perceptions, représentations, pratiques, discours spécifiques, qu'aux rapports que les habitant.e.s entretiennent avec leur espace de vie après une catastrophe, pour montrer comment les mémoires traumatiques s'ancrent dans l'espace et modifient le vécu territorial.

Méthodologie

Recueil de données

- 20 Le recueil de données s'est appuyé sur un travail empirique réalisé au cours de deux missions de terrain: une première mission de six mois en 2017 et une seconde de quatre semaines en 2019. Nous avons mobilisé trois types d'outils.
- 21 Premièrement, un travail d'archives a permis reconstituer la chronologie des événements et de resituer les témoignages recueillis. Il a également permis d'étudier les commémorations des 40 ans de l'éruption de 1976. Nous nous sommes essentiellement appuyés sur des archives de presse écrite (*France Antilles Guadeloupe* et *Le Monde*) et de l'INA pour les journaux télévisés et les reportages dédiés. Pour *France Antilles*, nous avons consulté l'intégralité des numéros des années 1975-1976-1977, ainsi que les hors-séries consacrés aux événements de 1976. Nous avons intégré les ouvrages écrits par certains acteurs de la crise, en particulier les scientifiques (Loubat et Pistolesi-Lafont, 1977; Hincks *et al.*, 2014). Nous avons enfin utilisé les fascicules regroupant des témoignages d'habitants édités spécialement pour la commémoration de 2016.
- 22 Deuxièmement, nous avons mené des séances d'observation. Elles se sont déroulées dans des lieux préalablement identifiés comme potentiellement porteurs d'une mémoire des événements de 1976. Nous avons par exemple cherché les indications

mémorielles dans les différentes communes évacuées en 1976 (plaques commémoratives, monuments, œuvres d'art, panneaux, etc.). Nous nous sommes également rendus au siège du parc national de Guadeloupe, pour trouver les informations mises à disposition des visiteurs: panneaux, dépliants, films, expositions temporaires ou permanentes, ouvrages de la librairie, etc. Nous avons enfin visité à plusieurs reprises l'exposition permanente consacrée à la crise de 1976 au Fort Delgrès à Basse-Terre.

- 23 Troisièmement, nous avons choisi de réaliser des entretiens semi-directifs pour comprendre quelle était la mémoire individuelle attachée aux événements. Nous avons effectué 60 entretiens individuels, qui ont été enregistrés avec l'accord des personnes, puis ont été retranscrits *in extenso*. Nous avons interrogé des gens qui vivaient en Basse-Terre au moment des éruptions et qui ont vécu les évacuations de l'été 1976. 90 % des entretiens ont été réalisés avec des personnes qui étaient de jeunes adultes au moment des évacuations et qui sont aujourd'hui retraitées. Ce biais est lié à l'accès aux individus. Nous avons en effet eu la chance d'être accueillis au sein de maisons associatives, telle que la maison des Aînés de Basse-Terre, ou encore des associations comme le « Volcan Fleuri » à Saint-Claude. Ces lieux regroupent des personnes de plus de 60 ans, qui avaient donc entre 20 et 40 ans en 1976. Le reste des répondant.e.s étaient enfants ou adolescents à cette époque, mais en âge de se souvenir (la plus jeune avait 6 ans).
- 24 Plus de 80 % des répondants sont des femmes. Ce biais est lié à la fois à la structure démographique des lieux enquêtés et au refus de répondre des individus de sexe masculin.
- 25 Concernant les lieux d'entretiens, nous avons choisi des communes du sud de la Basse-Terre: Saint-Claude, Gourbeyre, Basse-Terre, Matouba qui sont situées au pied du volcan. Vieux-Fort et Baillif constituent deux territoires particuliers. En effet, Baillif était la limite de la « zone d'évacuation sur la Côte-sous-le-Vent » et Vieux-Fort a été évacué séparément du reste du sud de la Basse-Terre (le lendemain). L'expérience des personnes qui vivaient dans ces communes en 1976 est donc légèrement différente.
- 26 Nous avons par ailleurs eu l'opportunité de rencontrer une dizaine de personnes, adultes au moment de l'éruption, qui vivaient en Grande-Terre et qui y habitent toujours. Le nombre des témoignages récoltés n'est pas représentatif de l'ensemble du territoire, mais ces témoignages recourent ceux des évacué.e.s de l'été 1976 originaires de Basse-Terre. Nous avons donc choisi de les conserver dans l'étude.
- 27 Nous avons enfin organisé, à la demande des personnes qui souhaitaient répondre à plusieurs, trois *focus group* (entre 6 et 15 personnes), qui ont duré entre une heure et trois heures. Nous nous sommes appuyés sur la même grille que pour les entretiens individuels. Ces *focus group* ont été enregistrés et retranscrits *in extenso*, afin de pouvoir utiliser les extraits de verbatims. Pour compléter ce matériel, nous avons interrogé deux scientifiques de l'OVSG (Observatoire volcanologique et sismologique de la Guadeloupe), afin de comprendre comment était organisée aujourd'hui la surveillance de la Soufrière et quels étaient les risques actuels. Tous les verbatims ont été anonymés.
- 28 *Retour sur la dimension ethnographique de l'enquête*
- 29 Une partie importante des données récoltées sont constituées par des récits. Les événements sont en effet suffisamment récents pour qu'il existe encore une mémoire

vivante. Pour recueillir la parole des témoins directs, nous avons adopté une démarche ethnographique, au sens où la définit S. Beaud (Beaud, 1996): des entretiens longs, approfondis, où l'enquêteur est en situation d'observation participante, avec une attention particulière au lieu de l'échange, aux personnes en présence, au temps. Nous avons consigné à la fois la narration des événements, et les émotions, affects et ressentis, actuels et passés, de ceux et celles qui avaient fait l'expérience directe ou indirecte de la crise. Il ne s'agissait pas pour nous de reconstituer les faits à partir des témoignages, mais de comprendre comment chaque individu s'était approprié les événements, quels souvenirs étaient conservés, quelles parties étaient occultées, quels aspects étaient saillants ou récurrents d'un récit à l'autre.

- 30 Cette méthode de recueil a été utilisée par de nombreux géographes travaillant en contexte post-catastrophe. Pour son terrain de thèse, Julie Hernandez interroge par exemple les habitants de la Nouvelle-Orléans en leur demandant « *tell me your Katrina story* » (Hernandez, 2010). Dans notre cas, les événements étaient trop anciens pour débiter ainsi. Nous préférons partir d'un récit de vie en demandant aux personnes interrogées si « elles avaient déjà vécu des catastrophes naturelles ». La « crise de la Soufrière » était généralement évoquée spontanément dans les échanges. Dans le cas contraire, nous orientions le récit, en évoquant le fait de « vivre au pied d'un volcan actif ».
- 31 Travailler sur les mémoires de catastrophes demande d'intégrer la problématique du traitement des émotions dans le protocole d'enquête: émotions des répondant.e.s, émotions du chercheur (Guinard et Tratnjek 2016). Pour interroger, même quarante ans plus tard, des individus qui avaient potentiellement subi un traumatisme, nous avons donc défini un protocole particulier, afin de respecter l'intimité et le ressenti des personnes. Pour cela, nous avons transposé les techniques de l'entretien clinique, utilisées en psychiatrie. L'entretien clinique (ou infirmier) est un outil de soin, qui permet de construire la relation entre un soignant et un patient (Rybak *et al.*, 2004). Il sert à recueillir une parole, une émotion, un traumatisme, à des fins d'évaluation clinique. L'observation du patient permet d'identifier des comportements types, de s'appuyer sur le vocabulaire employé, la rythmique du discours, les silences, etc. Le soignant mobilise un ensemble d'outils, qui touchent aussi bien à la manière de poser des questions qu'à la façon d'orienter le discours, pour accompagner le patient et l'aider à contextualiser, à se projeter ou tout simplement à verbaliser. Ainsi, selon les cas et les moments de l'entretien, nous étions, parfois simultanément, spectateur silencieux, enquêteur recueillant un témoignage, confident, réceptacle des émotions et des affects, médiateur posant des mots sur l'indicible.

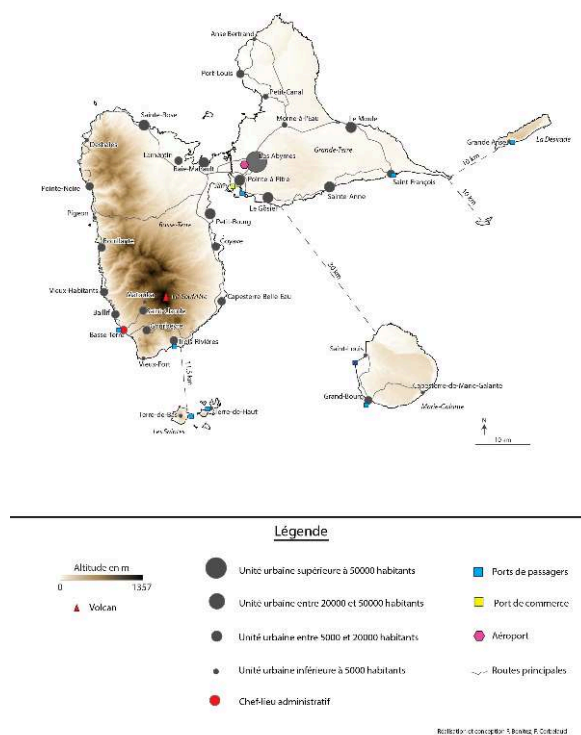
Le cas d'étude: la crise éruptive de 1976

La Soufrière de Guadeloupe

- 32 La Soufrière ou « la vieille dame », comme la surnomment les Guadeloupéens (« *vié madanm la* » en créole), est le point culminant de la Basse-Terre (Figure 1). Ce stratovolcan actif de type péléen, est situé sur la commune de Saint-Claude, dans le sud de l'île de la Basse-Terre (Boudon *et al.*, 1992). La dernière grande crise éruptive a eu lieu entre 1975 et 1977. Elle a été particulièrement étudiée par la communauté

scientifique (Tazieff, 1979; Westercamp, 1981; Feuillard *et al.*, 1983; Komorowski *et al.*, 2015).

Figure 1. Carte de présentation de l'archipel de la Guadeloupe.



Conception et réalisation: F. Benitez et F. Cerbelaud, 2018, sources: IGN, INSEE.

De la crise éruptive aux évacuations

- 33 La crise éruptive a démarré au cours de l'été 1975 (Devès *et al.*, 2021). La sismicité augmente de manière significative et dépasse les niveaux de référence. L'Institut de Physique du Globe de Paris (IPGP), en charge de l'observation et de la surveillance du volcan, alerte la préfecture qui lance l'étude d'un plan ORSEC « éruption ». En décembre 1975, les séismes sont suffisamment forts pour être ressentis par la population. Il faut néanmoins attendre mars 1976 pour que le plan ORSEC soit approuvé par les maires et les conseillers généraux. L'activité sismique continuant à s'intensifier, une équipe scientifique est envoyée sur place sous la direction d'Haroun Tazieff, alors responsable des observatoires volcanologiques pour l'IPGP. La première manifestation de surface de l'éruption a lieu deux mois plus tard. Le 8 juillet, une explosion phréatique plonge Saint-Claude dans l'obscurité pendant vingt minutes, en raison des nuages et des retombées de cendres (figure 2). Elle déclenche l'évacuation spontanée de près de 25 000 personnes. L'absence de verre frais dans les produits éruptifs suggérant l'absence de magma à faible profondeur, le diagnostic des experts est toutefois rassurant. Le plan ORSEC n'est pas déclenché. Le 12 juillet, le Préfet demande aux habitants de regagner leur domicile. Par mesure de précaution, il décrète cependant l'évacuation des établissements hospitaliers de Saint-Claude (soit 1400 malades) et celle des établissements hospitaliers de la Basse-Terre et de la Maison d'arrêt.

- 34 L'activité volcanique ne cessant de s'intensifier, les experts restés sur place redoutent que l'éruption ne se transforme en une éruption magmatique. Dès le 12 août, le Préfet invite les populations de Saint-Claude et de Matouba à quitter temporairement leurs domiciles. Le 13 août, le Préfet demande l'évacuation de toutes les personnes âgées et des malades de Basse-Terre et de Saint-Claude. Selon ses propres termes, il « invite » aussi la population de Baillif, qui a subi d'importantes chutes de cendres volcaniques, à évacuer. Le 14 août, l'équipe scientifique s'accorde pour dire que la situation est grave, quoique sans péril immédiat. Mais le lendemain, les experts responsables ré-évaluent leur position déclarant qu'« il faut évacuer toute la zone dangereuse, car une nuée ardente dirigée peut frapper n'importe où [...] Nous courons à la catastrophe... » (figure 3) (extrait tiré de Beauducel, 2016 repris par Devès, Ribémont et Komorowski, 2019).
- 35 Le 15 août à 8 h 40, le Préfet, avec l'autorisation du Président de la République, déclenche directement le niveau n°2 du plan ORSEC, qui correspond à l'évacuation totale et obligatoire des zones dangereuses avant minuit, à l'exception de la commune de Vieux-Fort (Herzog, 1977; Beauducel, 2015). Les populations évacuent par leurs propres moyens ou avec l'aide de l'armée. Le Préfet évacue également. Seules restent les équipes scientifiques, repliées au Fort Saint-Charles de Basse-Terre, pour continuer l'observation. Les communes de Vieux-Fort et le Fort Saint-Charles sont évacuées par ordre du Préfet le lendemain, après la plus importante secousse sismique (magnitude 4.6) ressentie au cours de la crise volcanique.
- 36 Le 16 août, la commune de Basse-Terre et les communes environnantes sont totalement vidées de leurs habitants. 73 600 personnes ont rejoint la Grande-Terre. Certaines ont trouvé refuge auprès de membres de leur famille, d'autres ont été accueillies dans différents centres d'hébergement réquisitionnés pour l'occasion par la préfecture de Guadeloupe, certaines ont même quitté l'île.
- 37 L'ordre d'évacuation est maintenu jusqu'en décembre 1976 (figure 4). Au début de l'année 1977, la majorité des déplacé.e.s avaient regagné Basse-Terre, l'éruption magmatique tant redoutée n'ayant finalement pas eu lieu.

Figure 2. Une du France Antilles du 9 juillet 1976.



Source: [en ligne] URL: <http://www.guadeloupe.franceantilles.fr>

Figure 3. Une du France Antilles Guadeloupe du 16 août 1976 et photographies de l'évacuation du 15 août 1976 suite à la demande du préfet.



Source: [en ligne] URL: <http://www.guadeloupe.franceantilles.fr>, issu de Benitez, 2018, p.153.

Figure 4. Une du France Antilles Guadeloupe du 19 novembre 1976.



Source: [en ligne] URL: <http://www.guadeloupe.franceantilles.fr>.

Un événement marqué par une controverse scientifique

- 38 Les événements de 1976 sont marqués par une importante controverse scientifique, reprise et amplifiée dans les médias. Haroun Tazieff remet en effet en cause l'analyse de ses collègues sur l'imminence d'une catastrophe. La direction de l'IPGP s'en tient quant à elle à l'idée selon laquelle « au regard de l'incertitude de la science volcanologique, il est impossible de faire courir un risque grave à la population guadeloupéenne¹ ». Affichant ouvertement son opposition à la position défendue par son institution-mère, H. Tazieff enjoint les habitants de la Basse-Terre à rentrer chez eux. En septembre 1976, la direction de l'IPGP l'invite à démissionner de ses fonctions de responsable des services volcanologiques.
- 39 Mi-septembre 1976, le laboratoire américain de Los Alamos, mandaté pour une analyse complémentaire des produits éruptifs du 8 juillet, conclut à l'absence de verre frais. Les experts de l'IPGP réorientent leur diagnostic vers une interprétation phréatique. H. Tazieff se saisit de l'erreur et dénonce les diagnostics de ses contradicteurs dans la presse. Face à l'incapacité des experts à dépasser leurs oppositions, le Préfet demande au ministère de l'Intérieur de mandater une commission d'experts internationaux pour statuer sur l'évolution du volcan. Ils se prononcent en faveur du scénario phréatique, mais reconnaissent que les données scientifiques disponibles au moment de la décision d'évacuation mi-août ne permettaient pas d'éliminer l'hypothèse magmatique (Hincks *et al.*, 2014). Bien que le volcan reste actif (une explosion particulièrement violente se produit en janvier 1977 et l'activité sismique retrouve son niveau de base en juin 1977), les populations sont invitées à retourner à leur domicile entre mi-octobre et début

décembre 1976, selon les zones. La controverse entre Haroun Tazieff et ses anciens supérieurs hiérarchiques se poursuivra durant plusieurs décennies, notamment devant les tribunaux.

Quelles mémoires en présence ?

Une faible mise en mémoire institutionnelle

- 40 Les événements de 1976 font l'objet d'une mise en mémoire institutionnelle, mais celle-ci reste peu finalement présente. Plusieurs manifestations officielles ont eu lieu en 2016, pour l'anniversaire des 40 ans. Un fascicule a été publié pour l'occasion, avec une vingtaine de témoignages de personnes ayant vécu les évacuations; des reportages télévisés ont également été réalisés, une exposition temporaire à la médiathèque Bernadette Cassin de Saint-Claude a aussi été organisée.
- 41 En dehors de ces commémorations ponctuelles, il n'existe pas de traces mémorielles pérennes visibles de l'événement, en dehors d'une fresque réalisée à Saint-Claude pour l'anniversaire des 40 ans, qui s'intitule « Saint-Claude, ville de volcan 1976-2016 » (figure 5), et d'une exposition permanente au Fort Delgrès. Cette dernière n'est cependant pas associée à un lieu dont l'identité est directement rattachée au risque volcanique.
- 42 Nous l'avons visitée à plusieurs reprises. L'espace est divisé en deux parties: à l'extérieur du bâtiment, qui est l'ancienne poudrière du Fort, des reproductions des journaux d'époque retracent les étapes de l'événement. À l'intérieur, des écrans et des extraits de sons livrent un ensemble d'archives qui regroupent les témoignages d'évacué.e.s, de scientifiques et autres acteurs de cette crise. Les gens présents semblent intéressés, et beaucoup ont l'air découvrir ce qui s'est passé. La surface consacrée à l'exposition reste cependant réduite et il y a très peu de monde (une dizaine de personnes en une heure, dont plusieurs appartiennent au même groupe). Plusieurs personnes entrent, mais ressortent immédiatement.
- 43 À l'inverse, les lieux qui sont rattachés au volcanisme ne présentent pas de mise en mémoire particulière des événements de 1976. Il n'existe pas de musée consacré à la Soufrière et à ses manifestations éruptives. Le Parc naturel ne propose pas non plus de mise en mémoire dédiée. Par exemple, lors de notre terrain de 2019, alors que nous nous trouvions dans la maison du Parc naturel, des touristes interrogent les agents du parc pour savoir où ils pourraient trouver des informations sur le volcan. Ils s'étonnent de ne voir ni brochures ni panneaux explicatifs. Aucune indication sur l'histoire du volcan n'est effectivement présente. Ils sont orientés vers le Fort Delgrès. Cette absence de lieux d'information sur le volcan est confirmée par les employés de l'OVSG que nous avons interrogés, qui soulignent que des touristes viennent régulièrement pour s'informer sur le volcan, alors même que l'observatoire n'est pas ouvert au public.
- 44 Il n'existe enfin aucun lieu mémoriel pérenne indiquant les éruptions passées de la Soufrière, sur le volcan lui-même. Le sentier de randonnée est jalonné de panneaux (figure 6) à visée pédagogique, sur les manifestations éruptives ou sur la présence de tel ou tel site remarquable (« gouffre de Tarissan » ou la « Grande Faille »). Mais la crise éruptive de 1975-1977 n'est pas mise en avant.

Figure 5. Fresque réalisée à Saint-Claude pour l'anniversaire des 40 ans, qui s'intitule « Saint-Claude, ville de volcan 1976-2016 ».



Source: F. Benitez, 2017.

Figure 6. Exemples de panneaux le long du sentier de randonnée de la Soufrière.



Source: F. Benitez, 2019.

Une mémoire individuelle forte et omniprésente dans les récits

- 45 La mémoire individuelle est à l'inverse très forte. La totalité des personnes interrogées sur la Basse-Terre évoque spontanément l'année 1976 et se souviennent très précisément de l'endroit où elles se trouvaient au moment des évacuations. La mémoire des habitants de la Grande-Terre est différente, même si toutes les personnes interrogées se souviennent de l'été 1976.
- 46 La mémoire des habitants de la Basse-Terre, sur laquelle nous nous sommes concentrés, est d'abord une mémoire factuelle, qui se structure chronologiquement au fil de la

progression du récit. On peut isoler trois séquences successives: l'éruption du 8 juillet, la (ou les) évacuation(s), le temps de l'exil forcé. La mémoire de controverse scientifique est aussi très présente, mais ne s'inscrit pas dans la progression chronologique précédemment décrite.

L'éruption du 8 juillet

- 47 Les personnes qui n'habitaient pas sur la Basse-Terre ne parlent pas spontanément de l'éruption du 8 juillet 1976. À l'inverse, celles qui habitaient l'île de Basse-Terre et qui ont pu observer cette éruption, voire, la subir directement, l'évoquent systématiquement. D* raconte par exemple:

« Je suis chez moi avec mon bébé [...] C'était 8 h 45 et j'allais lui donner son bain. [...] puis brusquement j'entends devant ma porte: madame M. !!!! Il faut qu'on parte ! vite !!!! La Soufrière !!!!! ».

- 48 A*-M* déclare de son côté:

« Mon gros souvenir, c'est le 8 juillet hein. Je travaillais, donc je suis montée à 7 h du matin dans le service et ce jour-là, y'avait déjà un gros nuage de cendres, notamment quand je suis arrivée à Matouba ».

- 49 B* explique quant à lui qu'il se trouvait à son travail:

« J'entends crier la secrétaire: "il y a un problème!". Alors je sors pensant qu'elle est agressée. (...) et puis, je sens cette espèce de truc qui me... alors je fais ça (il fait un geste sur sa peau comme s'il enlevait de la cendre) et puis je constate bien qu'il y a quelque chose et j'entends les gens qui disent: "c'est La Soufrière! c'est La Soufrière!" ».

- 50 Toutes les personnes interrogées se souviennent du jour précis, de l'heure, et du lieu où elles se trouvaient au moment de la première éruption.

Les évacuations

- 51 Le deuxième temps fort des récits est celui des évacuations. Là encore, seules les personnes qui vivaient en Basse-Terre en parlent spontanément. Les récits montrent qu'il n'y a pas eu une, mais plusieurs évacuations. Certaines personnes ont évacué le 8 juillet de façon spontanée, puis sont revenues, et ont à nouveau évacué le 15 août. D'autres sont parties le 8 juillet et ne sont pas revenues. Il est par conséquent nécessaire d'identifier pour chaque répondant.e l'évacuation à laquelle le récit fait référence.

- 52 Certains témoignages sont très précis et s'appuient sur des dates. A* raconte par exemple l'évacuation ordonnée par le préfet:

« Et puis le 15 août, c'était un dimanche... Ordre de la préfecture, on doit évacuer ».

- 53 En revanche, dans de nombreux cas, les personnes parlent de « l'évacuation », sans préciser la date. Certaines personnes évoquent le 8 juillet, puis passent directement à l'évacuation obligatoire du 15 août, sans forcément faire une distinction claire et expliquer ce qui s'est passé entre les deux dates.

- 54 On peut finalement distinguer plusieurs cas de figure. Dans de très rares cas, les personnes expliquent qu'elles ont refusé d'évacuer (ou qu'un des membres de la famille est resté sur place), malgré l'ordre du Préfet. C* raconte par exemple:

« On est parti que le matin. Le soir, on est rentré ici, on s'est enfermé comme s'il y avait personne. »

- Vous n'êtes pas restés en Grande-Terre ?
 - On a refusé. Mes parents et mes sœurs sont restés là-bas, mais nous on a refusé. »
- 55 S* déclare de son côté que son père est resté malgré l'ordre d'évacuation et s'est caché dans la montagne.
- 56 Un deuxième groupe explique que le départ de la Basse-Terre a coïncidé avec la période des vacances scolaires. Des familles étaient par exemple parties en Grande-Terre, dans les îles voisines ou en métropole. La situation a été d'abord perçue comme provisoire. Ce n'est qu'à la fin de l'été que les habitant.e.s ont réalisé que la rentrée des classes, qui est un temps marquant de la vie du territoire, n'aurait pas lieu en Basse-Terre. Pour eux, il n'y a pas eu d'évacuation précipitée, même s'il y a eu déplacement durable hors du logement.
- 57 Le troisième groupe, le plus important numériquement, est constitué par ceux qui sont partis, spontanément ou suite à l'ordre d'évacuation obligatoire. Qu'il s'agisse du 8 juillet ou du 15 août, les personnes qui se trouvaient sur la Basse-Terre racontent avoir quitté brusquement leur domicile. Elles décrivent un départ précipité, la peur, les embouteillages, l'incertitude sur le retour, l'arrivée dans des centres d'hébergement temporaires (gymnases, hôpital ou encore salle communale), l'obligation de louer en urgence un logement pour mettre à l'abri la famille. On note aussi le cas particulier de ceux et celles qui ont dû quitter la Basse-Terre à cause de leur travail. Ainsi, les services de santé ont évacué dès le 8 juillet. Les personnels ont été réquisitionnés et ils n'ont jamais regagné leur domicile. Ils ont été logés dans des structures d'accueil improvisées, avec des conditions d'hébergement jugées précaires (aile du CHU en fin de construction, AFPA, gymnases, etc.), en étant séparés de leur famille. Parmi ces gens, des femmes parlent de la séparation avec leurs enfants.
- 58 Dans le groupe des personnes évacuées, certaines, qui étaient des enfants à l'époque, expliquent que leur départ n'a pas toujours été vécu sur le moment comme une évacuation. Par exemple, lors d'un focus group, F*, 8 ans à l'époque, raconte:
- « Y avait une voiture qui ramassait tous les enfants: "la montagne va exploser!".
 - Donc, on nous a fait partir en colonie de vacances à Anse-Bertrand. Là, ça a été un peu compliqué, parce qu'on était sans mère et sans père. »
- 59 Ses parents sont partis ensuite, lors de l'évacuation obligatoire.
- 60 Enfin, l'évacuation est indirectement présente dans le récit des personnes qui n'habitaient pas en Basse-Terre. Elles se souviennent de l'arrivée des déplacés. J. évoque ainsi le souvenir des « réfugiés », terme régulièrement employé pour parler des Basse-Terriens arrivant sur la Grande-Terre. Elle déclare par exemple:
- « On avait parlé de ça, que la Soufrière avait explosé. On a entendu ça aux infos, et puis on a vu tous les gens de Basse-Terre qui montaient sur la Grande-Terre. [...] Et y'avait vraiment beaucoup de gens de la Basse-Terre qui montaient sur la Grande-Terre. Ils logeaient chez les gens, ils ont loué des maisons, etc. ».

La période de l'exil forcé

- 61 Le récit de la période qui suit les évacuations est beaucoup plus condensé, et il faut relancer les répondant.e.s pour obtenir des détails. Les personnes interrogées indiquent spontanément avec qui elles se trouvaient, où elles sont allées et quand elles sont revenues. Elles insistent sur la rupture que représentent les trois mois et demi loin de leur logement: éclatement de la famille, perte de l'emploi ou chômage, difficultés d'hébergement, qu'il s'agisse de l'accueil dans les centres ou dans la famille proche ou

élargie, scolarisation compliquée des enfants - notamment pour la rentrée des classes en septembre, pertes des liens avec le voisinage, etc. Certaines personnes évoquent aussi les retours ponctuels en Basse-Terre. E*, qui travaillait à Saint-Claude et habitait Vieux-Fort, était par exemple partie chez des parents à Pointe-Pitre sans son chien. Elle raconte:

« Je suis descendue un jour [en Basse-Terre] toute seule, pour chercher mon chien. Je suis allée chercher un laissez-passer. On m'a donné le laissez-passer. Il devait être onze heures, j'ai pris ma voiture, j'ai pris du lait, du pain, des petits trucs que j'ai mis dans ma voiture et je suis descendue toute seule. (...) Les animaux avaient faim, parce que je suis descendue à peu près plus d'une semaine après, ils avaient pas... les chiens étaient errants, les bœufs, il y avait des poules, toutes dans les rues ».

- 62 Certain.e.s répondant.e.s font état de l'entraide, en insistant sur les solidarités familiales. R* explique par exemple qu'au moment de l'éruption du 8 juillet, les quinze membres de sa famille sont venus vivre dans la maison familiale de Pointe-Noire. Ses parents ont en outre fait le choix d'héberger d'autres voisins, car « *c'était une grande maison* ». J* raconte que toute sa famille a « *débarqué chez sa cousine* » sur la Grande-Terre, qui les a accueillis.
- 63 Beaucoup de gens insistent aussi sur les difficultés qu'ils ont vécues ou qu'ont vécues les déplacés. F** parle ainsi de « *désastre* » pour
- « les gens qui vivaient dans des écoles ou des gymnases, les gens à qui on apportait à manger. C'était vraiment des laissés pour compte. C'est comme si on était à Calais, aujourd'hui, dans la jungle ».
- 64 On note aussi des éléments récurrents dans le récit des déplacés. Ils évoquent la stigmatisation ou les discriminations dont ils ont été victimes. M.*-J* raconte:
- « À l'école, je ne sais pas trop ce qu'ils ont subi les enfants, parce qu'il y avait des méchancetés et les gens parlaient beaucoup... On nous appelait "magma", on disait qu'on avait des odeurs, etc. »
- 65 Le terme de « magma » revient dans beaucoup de récits. F** dit par exemple:
- « On vous donnait à manger et en même temps, il y avait du mépris, on vous traitait de "magma". Dès que l'on montait dans un bus, les gens disaient "oh il y a une odeur de soufre là". Pour nous, c'était difficile et beaucoup de gens sont restés marqués par cet épisode ».
- 66 Pour les habitant.e.s de la Grande-Terre, l'arrivée des déplacés correspond aussi à une rupture, qui est ressentie dans le quotidien. D* explique par exemple que les administrations et les écoles changent leurs horaires pour accueillir les 73 000 déplacés, qu'elle nomme elle aussi « *réfugiés* »:
- « On travaillait tous les après-midis et les établissements qui nous recevaient, eux le matin. Tous les après-midis, du lundi au samedi ».

Une mémoire sensible

- 67 Lorsque les personnes abordent les moments paroxystiques de la crise (éruption du 8 juillet, évacuations), elles font référence à plusieurs dimensions de l'expérience sensible, en particulier la vue, l'ouïe et le toucher.
- 68 Les récits s'appuient d'abord sur le visuel. La couleur revient très souvent. Tous les témoignages du 8 juillet évoquent ainsi le panache de fumé et surtout la cendre qui se met à tomber. R** raconte par exemple:

« il faisait déjà noir !!!!! Et j'ai eu peur !!!! Et c'était noir !!!!! Mais tout en haut rouge !!!!! Mais d'un rouge !!!!! ». B* explique: "il y avait une espèce d'auréole bizarre, bleue, sur La Soufrière, comme si c'était un gaz qui commençait à s'échapper. (...) Je sors, et puis je me rends compte, je sors du noir [il est alors dans une pièce sombre] mais je suis toujours dans le noir, dehors. »

69 M* déclare:

« Et puis il faisait noir !!!! Mais noir !!!!! C'était la nuit complète !!! Et puis il y avait toute la cendre qui tombait !!!! (...) le ciel était noir comme en pleine nuit ».

70 Le souvenir s'appuie aussi sur le ressenti corporel. Certain.e.s répondant.e.s évoquent les bruits: « *ça ronflait fort!* ». Les personnes notent pour la plupart le manque de visibilité.

71 A.*-M* indique:

« J'avais une 2CV et j'avais beau mettre mes essuie-glaces, je ne voyais rien du tout ! ».

72 Plusieurs parlent de la sensation physique de la cendre tiède.

« Je mets la main dehors pour sentir... et c'était tiède !!!!! » poursuit A.*-M*.

73 B*** explique de son côté:

« On est resté dans le noir pendant presque trois heures à sentir cette petite cendre un peu tiède qui tombe sur la peau. »

74 R** nous raconte enfin:

« Vous savez, j'avais la coiffe car c'était la bonne tenue pour travailler... J'ai perdu tous mes cheveux. Devant comme ça (délimite le contour de la coiffe) et tout autour, je n'avais plus rien et les bras brûlés. Enfin, c'était pour vous dire ce que j'ai subi des cendres ».

75 La mémoire est donc corporelle et traduit l'expérience physique de la crise à travers les affects.

Une mémoire des émotions

76 Les personnes interrogées font régulièrement référence à leurs émotions et à celles de leur entourage. Peur, anxiété, angoisse, mais aussi colère, amertume, joie, soulagement, sont omniprésentes et se manifestent souvent dans le récit par un passage au présent de l'indicatif. R.*, les larmes aux yeux, dit:

« C'était la panique, on va mourir !!!!! Je ne me suis pas vu sortir vivante de là-bas ».

77 Le mot panique revient dans nombreux témoignages. R* nous dit par exemple:

« Et tout le long de la route, j'ai vu des actions qui étaient... c'était de la panique. À travers la peur il y a eu un état de panique, mais alors total, total. »

78 Les émotions rencontrent les affects lorsqu'elles sont exprimées à partir des manifestations corporelles qu'elles provoquent. M.***, qui était infirmière, pleure. Elle déclare:

« La panique... J'ai pleuré là par contre. J'ai pleuré de voir tout le long du port... C'était couvert de patients qui attendaient... J'étais fatiguée... ».

79 Le récit de l'éruption du 8 juillet est celui où les émotions sont exprimées de la façon la plus vive. Par exemple, A*-M* témoigne:

« Je suis arrivée à la clinique et c'était déjà la panique. Et on nous a annoncé l'évacuation sur Petit Bourg. [...] Et là on se dit " si ça explose, on est grillé comme des rats !". Je peux vous dire que l'adrénaline monte un peu... Bon, arrivée dans le

service, j'ai pris le flacon de tranxène et j'ai commencé par m'en prendre un et après en distribuer aux gens !!!! (rires) ».

- 80 La peur est aussi décrite à travers les comportements des individus. B* évoque à plusieurs reprises ce qu'il appelle des « comportements aberrants »:

« J'ai vu un gars en train de manger une banane, il a même peut-être pas réalisé qu'il mangeait de la cendre (sourire), il mangeait de la banane – je sais pas ce que ça dû faire dans l'estomac ça après. (...) J'ai vu un bonhomme avec un matelas roulé sur sa tête. Bon. Je me dis que c'est pas la réaction à avoir, un phénomène pareil, on court d'abord. (...) Arrivé à Gourbeyre, je trouve ce gars en train de courir, alors je lui dis: "mais tu vas où ? Tu cours où ?" "Je sais pas ". Par peur, il s'est mis à courir, mais il était à Gourbeyre, il s'en est même pas rendu compte peut-être ! »

- 81 À l'inverse, l'évacuation du 15 août se déroule dans une ambiance très différente. À la peur, succède l'angoisse:

« C'est un cortège euh... Presque funèbre... L'ambiance était plus que pesante. Les voitures se suivaient les unes collées aux autres ».

- 82 L'angoisse est aussi présente à l'évocation de la controverse scientifique. A*-M* raconte par exemple:

« On avait cette guerre entre les scientifiques... Ben ça stresse quoi, ils n'arrivaient pas à s'entendre, on ne savait pas qui avait raison ».

- 83 L'incertitude et les hésitations des autorités perturbent les habitant.e.s. M.*** explique ainsi:

« On écoutait les deux professeurs et on était inquiet parce qu'ils n'étaient pas d'accord. Qui croire ? ».

Mémoires vives, spatialités et territoire

Mémoire vive et interprétation de l'événement au prisme de l'espace-temps

- 84 Le récit des répondant.e.s se structure autour de temps forts, qui correspondent à des ruptures dans la vie de l'individu et de son rapport au territoire. L'année 1976 apparaît comme un tournant dans les trajectoires individuelles et territoriales, le récit étant fortement ramassé sur l'été. Quelques répondant.e.s évoquent les séismes du début de l'année, d'autres parlent également du début de l'année 1977. Mais la plupart des personnes associent « Soufrière » à l'été 1976.
- 85 La plupart des récits prennent la forme d'une succession d'éléments factuels et de détails précis. Chaque temps fort est un moment intense d'expression des émotions et des affects, qui prennent le pas sur l'événement lui-même. Les récits sont empreints d'une forte charge émotionnelle et affective, associée à la remémoration. Ils confirment l'idée développée dans certains travaux, selon laquelle le répertoire d'émotions est aussi important que les faits eux-mêmes (Clavandier, 2009). Plus de quarante ans après, se remémorer les événements reste difficile: refus de s'exprimer, pleurs, silences sont nombreux. Plusieurs répondant.e.s manifestent également de la colère, de l'amertume et de la rancœur, à l'évocation du temps de l'exil forcé.
- 86 Pour les personnes qui ont vécu les manifestations éruptives et les évacuations, l'éruption de la Soufrière constitue un bouleversement majeur, de sorte que le « phénomène physique » se transforme en un « fait social » (Revet, 2010). Selon certains

travaux, l'évacuation a conduit à l'apparition d'un « vécu de catastrophe » au sein de la population (Lepointe, 1984; De Vanssay, 1979a et 1979b). Nos entretiens confirment que les individus interprètent l'éruption phréatique comme une catastrophe, même si le terme n'apparaît pas forcément dans leur discours, et que le « vécu de catastrophe » s'est cristallisé dans la construction mémorielle. La narration des événements est ainsi marquée par l'« effet de réel » caractéristique des catastrophes (Clavandier, 2009). On constate un basculement quasi systématique du récit au présent à partir du moment où les personnes évoquent l'éruption du 8 juillet ou les évacuations. Le changement de temps du discours coïncide avec la manifestation physique des émotions du locuteur: les visages se tendent, les corps se crispent, les mains se serrent. Certain.e.s répondant.e.s pleurent, d'autres ont le regard qui se perd dans le vide. Le timbre de la voix, la respiration changent. On retrouve ici le constat que J. Langumier établit dans ses travaux sur Cuxac-d'Aude, lorsqu'il écrit que dans une catastrophe, « le récit de l'événement vécu accapare le récit de vie » (Girard & Langumier, 2006).

- 87 Le contraste est très fort avec les récits recueillis sur la Grande-Terre. Sur cette partie du territoire, comme en France métropolitaine d'ailleurs, les événements sont qualifiés de « crise éruptive » ou d'« éruption de la Soufrière ». L'accent est mis sur le phénomène physique et sur le caractère extraordinaire, mais la crise reste finalement une parenthèse. Pour ceux et celles qui ne les ont pas directement expérimentés dans leur vie quotidienne, les événements ne relèvent pas de l'imaginaire traditionnel de la catastrophe: pas de victimes humaines ou de blessés, de corps, de destructions physiques majeures, de stigmates. Il n'existe pas de traces visibles, matérielles, dans le territoire. Il s'agit donc d'une situation certes exceptionnelle, mais qui ne répond pas aux implications du qualificatif de catastrophe. Cette divergence d'interprétation est importante, car elle conduit à donner un sens différent à ce qui s'est passé, et donc à la reconstruction mémorielle, en fonction des lieux et des habitants.

Spatialité des mémoires individuelles et mémoire spatialisée

- 88 La mémoire est fortement spatialisée, au sens où elle varie en fonction des espaces de vie. Il y a ainsi une différence très nette entre la Basse-Terre et la Grande-Terre, qu'on trouve aussi bien dans les récits (mémoires individuelles) que dans les commémorations de 1976 ou le marquage de l'espace (mémoire institutionnelle). Au sein de la Basse-Terre, on observe aussi des variations de la mémoire individuelle plus ou moins importantes en fonction des communes, qui correspond au fait que les individus construisent la mémoire de l'événement à partir de l'expérience vécue et que cette expérience a été différente en fonction des lieux de vie.
- 89 La spatialisation de la mémoire doit être distinguée de sa spatialité particulière, c'est-à-dire des ancrages spatiaux et des dimensions spatiales qu'elle revêt. Dans notre cas d'étude, cet aspect est particulièrement visible pour la mémoire individuelle. Les récits montrent que les souvenirs exprimés sont systématiquement rattachés à des lieux. Ces derniers peuvent être familiers (habitation, travail, quartier, commune) et/ou symboliques (au sens où ils revêtent une signification particulière pour les personnes, par exemple l'école, l'église, la maison familiale, le lieu de travail, etc.). Une fois que les individus ont quitté leur espace de vie habituel, les références au lieu changent d'échelle: les répondant.e.s citent les noms des communes (échelle macro) et leur lieu d'hébergement (échelle micro).

- 90 Les récits font également apparaître d'autres lieux: la France métropolitaine, les îles voisines, les communes où ont été dispersés la famille ou les proches. La catastrophe ne s'inscrit donc pas dans une, mais dans plusieurs territorialités, à plusieurs échelles. En ce sens, le mémoire de la catastrophe est polytopique.
- 91 Plus largement, la spatialité de la mémoire individuelle se caractérise par l'interaction constante entre l'espace et le temps. Dans le récit des témoins directs, la chronologie s'efface au profit de l'espace: l'endroit où la personne se trouve indique la date. Plusieurs répondant.e.s reconstruisent aussi la succession des événements à partir de leur trajectoire dans l'espace. La mémoire crée aussi un télescope du passé et du présent dans l'espace de vie. Les lieux acquièrent une nouvelle signification pour les personnes, le souvenir du passé influençant le rapport à l'espace présent.
- 92 Il y a donc une spatialité des mémoires de la catastrophe, distincte de leur spatialisation, qui reflète un rapport particulier des personnes au territoire.

Mémoires et territorialités habitantes: vivre avec les souvenirs

- 93 À l'échelle de la Basse-Terre, l'année 1976 a marqué une rupture importante dans le rapport au risque des habitant.e.s, en rappelant la présence d'un volcan actif sur le territoire. Toutes les personnes interrogées expliquent qu'elles ont conscience aujourd'hui que des éruptions surviendront à nouveau et qu'elles devront partir, ce qui n'était pas forcément le cas avant 1976. Certaines disent d'ailleurs qu'elles pensaient à l'époque que le volcan était éteint.
- 94 Plus largement, pour les populations qui ont subi l'éruption phréatique de la Soufrière, vivre au pied du volcan suppose désormais de composer avec la mémoire des événements passés, qui change la perception de la menace volcanique actuelle. Chaque individu a mis en place des stratégies diverses pour apprivoiser la peur et vivre avec la mémoire: évitement (refus d'en parler, de se souvenir), recherche d'informations, observation empirique du volcan (certains se rendent même physiquement sur le volcan), construction d'une réponse anticipative en cas de nouvelle évacuation (acheter une maison ailleurs « au cas où » par exemple).
- 95 Certaines personnes expliquent qu'elles consultent le site de l'OVSJ, qu'elles sont attentives aux signes (odeurs, fumées, augmentation de l'activité sismique), qu'elles s'informent auprès des experts locaux. D'autres disent au contraire qu'elles préfèrent ne pas savoir (« *Je préfère ne pas le savoir, je ne sais pas je préfère ne pas savoir* » répète par exemple J., 64 ans). De nombreuses personnes déclarent qu'elles ne sont pas inquiètes, parce qu'elles font confiance aux scientifiques et/ou aux autorités (« *Je suis pas inquiet parce que je sais que La Soufrière est très surveillée donc je ne m'inquiète pas outre mesure. Bon, si on nous dit d'évacuer, on va évacuer, mais moi ça ne m'inquiète pas, je ne m'alarme pas* » indique R.*, 70 ans; « *Je pense que maintenant la Soufrière est un des volcans les mieux suivis, les mieux observés. (...) Ça me rassure* » déclare A.*, 76 ans).
- 96 Plusieurs personnes expriment également un sentiment de confiance, qui s'apparente en réalité à du fatalisme. M*.
 « La Soufrière, ça me fait pas peur puisque je vous dis, après tout voilà, si... non, non, non. (silence) Non, non, non, non. (silence) Non, je ne peux pas dire, parce que... c'est vrai que les catastrophes naturelles... je sais que ce sont des phénomènes... malheureusement... on n'y peut rien. On est impuissant devant ces

choses-là, vous comprenez ? Donc arrivera ce qui arrivera, on fera ce qu'il y aura à faire, vous comprenez ? »

- 97 Les relations à l'espace habité, et à travers elles, au risque, varient donc selon les individus, qui partagent cependant tous la mémoire des événements de l'année 1976. Les personnes interrogées expriment également *toutes* un attachement très fort à leur espace de vie, y compris chez celles qui disent avoir vécu un traumatisme en 1976 et/ou qui disent être inquiets. Certain.e.s disent que cet attachement explique même leur retour après l'évacuation (certaines personnes ayant au contraire quitté le territoire basse-terrien). L'attachement est aussi utilisé par des répondant.e.s pour justifier ce qui est volontiers présenté comme un paradoxe: vivre dans un territoire où les manifestations volcaniques omniprésentes (odeurs de soufre, fumerolles, secousses sismiques, etc.) rappellent régulièrement la menace de la Soufrière et les souffrances de 1976.
- 98 À l'échelle de la Guadeloupe continentale, les récits – et les mémoires qu'ils expriment – montrent aussi que les événements ont eu des conséquences sur le rapport des habitant.e.s à l'espace de vie, et à travers lui, au risque. Ainsi, les répondant.e.s de la Grande-Terre se pensent à l'abri des éruptions.
- 99 Le rapport au volcan nourrit enfin l'appartenance identitaire au lieu d'habitation et la conscience d'une altérité (eux et nous). Les recompositions territoriales qui ont affecté la Guadeloupe continentale dans les années qui ont suivi la crise - glissement de la centralité de la Guadeloupe vers la Grande-Terre (Benitez, 2018), entretiennent par exemple chez les Basse-Terrien.ne.s interrogé.e.s un sentiment d'injustice.
- 100 Les récits de vies montrent finalement que les événements de l'année 1976, et la mémoire qui leur est associée, ont changé le rapport des habitant.e.s interrogé.e.s à leur espace de vie, produisant de nouvelles territorialités. Notre enquête illustre l'affirmation selon laquelle la territorialité se construit dans le système de relations complexes entre l'environnement biophysique et l'environnement social, qui est source des productions sociales et culturelles qui permettent aux individus de donner du sens à ce qui les entoure (Raffestin, 1980). Dans le cas de la Basse-Terre, c'est le rapport au volcan et à la menace qu'il représente, mais aussi aux lieux de vie (maison, quartier, rue, commune), au voisinage, aux amis, aux parents, qui a été bouleversé. S'est créé une territorialité traumatique post-catastrophe, qui incorpore les pratiques et les ancrages identitaires passés, les souvenirs de l'expérience vécue, les traces matérielles, mais aussi symboliques, idéelles et discursives des crises subies et les différentes formes de mises en mémoire.

Conclusion

- 101 La mémoire des catastrophes, qu'elle soit vive ou institutionnelle, participe à la fabrique de l'imaginaire spatial, et avec elle, du territoire. Nous sommes aujourd'hui dans un moment de transition: la mémoire vive commence à s'éteindre du fait de la disparition des témoins directs, sans que la mémoire institutionnelle n'ait totalement pris le relais. Étudier la mémoire de l'éruption phréatique de la Soufrière, à travers les témoignages de ceux et celles qui l'ont vécue, permet de saisir les rapports qui se tissent entre les habitant.e.s et l'espace de vie dans un territoire à risque.

- 102 Habiter un territoire dans lequel on a subi un événement vécu comme catastrophique oblige à composer avec la mémoire de cet événement, et donc à vivre avec la mémoire tout autant qu'avec le risque. Nous montrons finalement que les mémoires attachées à des risques « naturels » se spatialisent et se territorialisent, au sens où elles produisent de nouvelles territorialités habitantes. Leur étude permet de questionner l'habiter des territoires soumis à des menaces environnementales majeures. Nous confirmons ainsi des résultats développés à propos d'autres territoires. L'originalité du cas basse-terrien est que la crise de 1976 ne correspond pas à la représentation moderne de la catastrophe: pas de morts, pas de dommages matériels majeurs, pas de rupture visible immédiatement identifiable. L'entrée par les mémoires met ainsi à l'épreuve la définition de la catastrophe et rappelle qu'elle est une construction sociale, qui possède une épaisseur temporelle et spatiale.

Remerciements

- 103 Les auteurs remercient les personnes qui ont accepté d'être interrogées et de témoigner, et tous ceux et celles qui, sur le terrain, les ont accueillies et soutenues dans leur démarche. Nous remercions également les institutions qui ont financé le projet: Agence nationale de la recherche dans le cadre du programme V-Care, Centre de formation sur l'environnement et la société de l'École normale supérieure (PSL), Université Montpellier III. Ce travail a également bénéficié du soutien financier du LabEx Dynamite (ANR-11-LABX-0046) dans le cadre du programme « Investissements d'Avenir ».

BIBLIOGRAPHIE

Antoine, J. M., B. Desailly et A. Peltier, 2009, Sources historiques et problématiques de recherche en géographie des risques naturels, *Géocarrefour*, 4, pp. 229-239.

Appadurai, A., 1995, The production of locality, *Counterworks: Managing the diversity of knowledge*, 204, 225 p.

Augé, M., 2003, *Le Temps en ruines*, Paris: Galilée, coll. « Lignes fictives », 134 p.

Bankoff, G., 2003, *Cultures of disaster: Society and natural hazard in the Philippines*, Routledge, 252 p.

Bankoff, G., 2004, Time is of the essence: disasters, vulnerability and history, *International Journal of Mass Emergencies and Disasters*, 22, 3, pp. 23-42.

Beaud, S., 1996, L'usage de l'entretien en sciences sociales, Plaidoyer pour l'« entretien ethnographique », *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, 9, 35, pp. 226-257.

Beauducel, É., 2015, *Tazieff/Allègre, la guerre des volcans*, Film documentaire, Ekla production, INA - Institut National de l'Audiovisuel, France Télévisions, DVD 52 m.

- Benitez, F., 2018, *Faire face ou vivre avec les catastrophes ? Capacités d'adaptation et capacités dans les trajectoires de résilience individuelles et territoriales au sein de l'espace Caraïbe*, Thèse de doctorat.
- Blesius, J.-C., 2013, Discours sur la culture du risque, entre approches négative et positive. Vers une éducation aux risques ? Étude comparée du Québec et de la France, *Géographie et cultures*, 88, pp. 249-265.
- Bonnemaison, J., 1981, « Voyage autour du territoire », *L'Espace géographique*, pp. 249-262.
- Boret, S. P., A. Shibayama, 2018, The roles of monuments for the dead during the aftermath of the Great East Japan Earthquake, *International Journal of Disaster Risk Reduction*, 29, pp. 55-62.
- Boudon, G., M. P. Semet et P. M. Vincent, 1992, Les Éruptions à écoulement de flanc sur le volcan de la Grande-Découverte (La Soufrière) de Guadeloupe; implications sur le risque volcanique, *Bulletin de la société géologique de France*, 163 2, pp. 159-167.
- Cartier, S., 2004, Le traitement médiatique des catastrophes dans l'histoire, entre oubli et mémoire, *Natures Sciences Sociétés*, 12, 4, pp. 439-441.
- Chouquer, G., 2008, *Traité d'archéogéographie, la crise des récits géohistoriques*, Errance, Paris, 199 p.
- Clavandier, G., 2009, « Un retour sur la catastrophe ». Nouveau regard, nouvel objet pour l'anthropologue, *Le Portique. Revue de philosophie et de sciences humaines* [en ligne], 22, mis en ligne le 10 novembre 2010, consulté le 24 juillet 2019, URL: <http://journals.openedition.org/leportique/2073>
- Cœur, D., B. De Vanssay, P. Huet, N. Meschiné de Richemond et J. Pétreille, 2006, Histoire, mémoire et prévention des catastrophes naturelles, *Les publications de l'AFPCN*, Paris, 256 p.
- Cox, K., 2002, *Political Geography: Territory, State and Society*, Oxford: Blackwell, 382 p.
- Debarbieux, B., 2003, « Territoire », in Lévy J. & M. Lussault., 2003, *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Belin, pp. 910-911.
- Delumeau, J. et Y. Lequin (dir.), 1987, *Les malheurs du temps. Histoire des fléaux et des calamités en France*, Larousse, Paris, 519 p.
- Desarthe, J., 2013, *Le temps des saisons-Climat, événements extrêmes et sociétés dans l'Ouest de la France (XVIe-XIXe siècles)*, Paris, Hermann éditeurs des sciences et des arts, 338 p.
- D'Ercole, R. et O. Dollfus, 1996, Mémoire des catastrophes et prévention des risques, *Natures Sciences Sociétés*, 4, 4, p. 381-391.
- Devès, M., T. Ribémont et J.C. Komorowski, 2021, Le politiste face aux volcans : étude comparée de la gestion de deux crises volcaniques dans l'arc des Petites Antilles, *Politique et sociétés*, vol. 40, n 1, pp. 3-30.
- Di Méo, G., 2008, *Le rapport identité/espace. Éléments conceptuels et épistémologiques*, (halshs-00281929)
- Eyre, A., 2007, *Remembering: Community commemoration after disaster. In Handbook of disaster research*, Springer, New York, NY, pp. 441-455.
- Favier, R. et A. M. Granet-Abisset, 2000, *Histoire et mémoire des risques naturels*, Maison des Sciences de l'Homme-Alpes, Grenoble, 281 p.
- Feuillard, M., C. Allegre, G. Brandeis, et al., 1983, The 1975-1977 crisis of la Soufriere de Guadeloupe (FWI): a still-born magmatic eruption, *Journal of Volcanology and Geothermal Research*, 16, 3-4, pp. 317-334, DOI : [org/10.1016/0377-0273\(83\)90036-7](https://doi.org/10.1016/0377-0273(83)90036-7).

- Garde-Hansen, J., L. Mcewen, A. Holmes et O. Jones, 2017, Sustainable flood memory: Remembering as resilience, *Memory Studies*, 10, 4, pp. 384-405.
- Garnier, E., 2015, A historic experience for a strengthened resilience. European societies in front of hydro-meteors 16th–20th centuries, In *Prevention of hydrometeorological extreme events - Interfacing sciences and policies*, edited by: Quevauviller, P., John Wiley & Sons, Chichester, pp. 3–26.
- Girard, V., J. Langumier, 2006, Risques et catastrophe: de l'enquête de terrain à la construction de l'objet, *Genèses*, 2, pp. 128-142.
- Gray, P. O., P. Gray et K. Oliver (ed.), 2004, *The memory of catastrophe*, Manchester University Press.
- Gross, D., 2000, *Lost time: On remembering and forgetting in late modern culture*, Univ of Massachusetts Press.
- Guinard, P., B. Tratnjek, 2016, Géographies, géographes et émotions. Retour sur une amnésie... passagère ?, *Carnets de géographes* [En ligne], n°9, mis en ligne le 30 novembre 2016, consulté le 29 août 2019. URL: <http://journals.openedition.org/cdg/605>
- Halbwachs, M., 1925, *Les Cadres Sociaux de la Mémoire*, Paris, Librairie Félix Alcan.
- Hincks, T. K., J. C. Komorowski, S. R. Sparks et W. P. Aspinall, 2014, Retrospective analysis of uncertain eruption precursors at La Soufrière volcano, Guadeloupe, 1975–77: volcanic hazard assessment using a Bayesian Belief Network approach, *Journal of Applied Volcanology*, 3, 1, p. 3.
- Hernandez, J., 2008, Le tourisme macabre à La Nouvelle-Orléans après Katrina: résilience et mémorialisation des espaces affectés par des catastrophes majeures, *Noréis. Environnement, aménagement, société*, 208, pp. 61-73.
- Hernandez, J., 2010, *ReNew Orleans?: Résilience urbaine, mobilisation civique et création d'un « capital de reconstruction » à la Nouvelle-Orléans après Katrina*, Thèse de doctorat, Paris 10.
- Herzog, W., 1977, *La Soufrière*, Film documentaire, Werner Herzog, Filmproduction, SDR - Süddeutscher Rundfunk, 31 m.
- Hugerot, T., L. Astrade, E. Ployon et C. Gauchon, 2017, Reconstituer les trajectoires paysagères par photo-interprétation semi-automatisée et télédétection: géohistoire d'un cône de déjection torrentiel en vallée de Maurienne (Savoie), *Vertigo- La revue électronique en sciences de l'environnement* [En ligne], 17, 2., URL : <http://journals.openedition.org/vertigo/18620>, DOI : 10.4000/vertigo.18620
- Judy, H. P., 1991, Ruines en trompe-l'oeil. In : *Faut-il restaurer les ruines ?*, pp. 74-75.
- Komorowski, J.-C. (dir.), 2015, Compte-rendu de fin de projet CASAVA (Compréhension et Analyse des Scénarios, Aléas, et risques Volcaniques aux Antilles): Implications pour l'aide à la décision, la gestion de crise, et le développement raisonné), ANR-09RISK-002, Programme RISKMAT2009, 30 p., [En ligne] URL : <https://sites.google.com/site/casavaanr/>.
- Labeur, C., 2013, Raconter l'inondation: quand les récits de catastrophes se font mémoire du risque, *Géocarrefour* [En ligne], vol. 88/1, consulté le 24 juillet 2019. URL: <http://journals.openedition.org/geocarrefour/8937>; DOI: 10.4000/geocarrefour.8937
- Langumier J., 2008, *Survivre à l'inondation: pour une ethnologie de la catastrophe*, ENS éditions, Lyon, 354 p.
- Lavabre, M. C., 2007, Paradigmes de la mémoire, *Transcontinentales. Sociétés, idéologies, système mondial*, 5, pp. 139-147.

- Le Blanc, A., 2006, *Les politiques de conservation du patrimoine urbain comme outils de gestion du risque sismique. Trois exemples en Italie: Noto, Assise, Gémone*, Thèse de doctorat, Université d'Aix-Marseille 1.
- Legg, S., 2007, Reviewing geographies of memory/forgetting, *Environment and Planning A*, 39, 2, pp. 456-466.
- Lepointe, É., 1984, *Essai sur la réponse sociale à une catastrophe: La Soufrière de Guadeloupe en 1976*, Thèse de doctorat, Université Paris X Nanterre.
- Loubat, B., A. Pistolesi-Lafont, 1977, *La Soufrière: à qui la faute ?*, Presses de la Cité, Paris, 217 p.
- Margry, P. J., C. Sánchez-Carretero (Eds.), 2011, *Grassroots memorials: The politics of memorializing traumatic Death*, 12, Berghahn Books, New York, 374 p.
- Martin B., N. Holleville, B. Furst, F. Giacona, R. Glaser, I. Himmelsbach et J. Schönbein, 2015, La géohistoire des inondations au service de l'évaluation critique du zonage du Plan de Prévention des Risques d'Inondation: l'exemple de Thann (Haut-Rhin, France), *Belgeo* [en ligne], 1 | 2015, URL: <http://journals.openedition.org/belgeo/15926>; DOI: <https://doi.org/10.4000/belgeo.15926>
- Mcintosh, R. J., 2000, Social memory in Mande, *The way the wind blows: climate, history, and human action*, Columbia University Press, New York, pp. 141-180.
- Mcewen L., J. Garde-Hansen, A. Holmes, O. Jones et F. Krause, 2017, Sustainable flood memories, lay knowledges and the development of community resilience to future flood risk, *Transactions of the Institute of British Geographers*, 42, 1, pp. 14-28, DOI: <https://doi.org/10.1111/tran.12149>
- Mckinnon, S., 2019, Remembering and forgetting 1974: the 2011 Brisbane floods and memories of an earlier disaster, *Geographical Research*, 57, 2, pp. 204-214.
- Meschinet De Richemond, N., 2010, Mémoires et cultures locales du risque: quelques enseignements tirés des journées d'échanges du groupe Histoire-Mémoire de l'AFPCN, 6 p., dans: Meschinet de Richemond N. (dir.), *Quelles archives aujourd'hui pour mieux gérer les risques demain ? approches géographiques et historiques*, coll. *Géorisques*, 3, Publications de l'Université Paul-Valéry – Montpellier 3, pp. 45-50.
- Meschinet De Richemond, N., 2016, Modernité, anachronisme et ambivalence des risques et catastrophes naturelles à travers l'approche géohistorique, *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement* [en ligne], Volume 16 numéro 3 | décembre 2016, URL: <http://journals.openedition.org/vertigo/18034>; DOI: 10.4000/vertigo.18034
- Metzger, A., M. Reghezza, 2019, Introduction au numéro spécial de Physio-Géo Géohistoire des risques « naturels », *Physio-Géo. Géographie physique et environnement*, 14, pp. 1-13
- Moser, G. 2009, *Psychologie environnementale: les relations homme-environnement*, Armando Editore.
- Nora, P. (sous dir.), 1983, *Les Lieux de mémoire*, Quarto Gallimard, 3 volumes, 4751 p.
- November, V., M. Penelas et P. Viot, 2011, *Habiter les territoires à risques*, Presses Polytechniques et Universitaires Romandes, Lausanne, 252 p.
- Olick, J. K., J. Robbins, 1998, Social Memory Studies: From "Collective Memory" to the Historical Sociology of Mnemonic Practices, *Annual Review of Sociology*, 24, 1, pp. 105-140.
- Raffestin, C., 1980, *Pour une géographie du pouvoir*, Librairies techniques, Paris, 249 p.
- Rateau P., K. Weiss, 2011, Psychologie sociale appliquée à l'environnement, *Pratiques Psychologiques*, 17 (3), pp. 213-218.

- Revet, S., 2007, *Anthropologie d'une catastrophe. Les coulées de boues de 1999 au Venezuela*, Presses de la Sorbonne Nouvelle, Paris, 361 p.
- Revet, S., 2010, Le sens du désastre. Les multiples interprétations d'une catastrophe « naturelle » au Venezuela, *Terrain, Anthropologie & sciences humaines*, 54, pp. 42-55.
- Revet, S., J. Langumier (ed.), 2015, *Governing disasters: beyond risk culture*, Éditions Palgrave Macmillan, 271 p.
- Rybak, C., N. Beauzée et A. Lelevrier-Vasseur, 2004, L'entretien infirmier en santé mentale, ressources et compétences du patient, *Thérapie familiale*, 25, 3, pp. 293-302, DOI: 10.3917/tf.043.0293
- Sack, R. D., 1986, *Human Territoriality: Its Theory and History*, Cambridge: Cambridge University Press, 256 p.
- Soja, E. W., 1971, *The Political Organization of Space*, Washington, DC: Association of American Geographers.
- Stock, M., 2004, L'habiter comme pratique des lieux géographiques, *EspacesTemps.net* [en ligne], Travaux, 2004, URL: <https://www.espacestems.net/articles/habiter-comme-pratique-des-lieux-geographiques/>
- Tazieff, H., 1979, What is to be forecast: outbreak of eruption or possible paroxysm ? The example of the Guadeloupe Soufrière, *Journal of the Geological Society*, 136, 3, pp. 327-329, DOI : org/10.1144/gsjgs.136.3.0327.
- Ullberg, S. B., 2017, Forgetting Flooding? Post-disaster Livelihood and Embedded Remembrance in Suburban Santa Fe, Argentina, *Nature & Culture*, 12, 1.
- Vale, L. J., T. J. Campanella, 2005, *The resilient city: How modern cities recover from disaster*, Oxford University Press, 392 p.
- De Vanssay, B., 1979a, *Les événements de 1976 en Guadeloupe: apparition d'une sub-culture de désastre*, Thèse de doctorat, Centre Universitaire Antilles-Guyane, Écoles des Hautes Études en Sciences Sociales, Université Paris V.
- De Vanssay, B., 1979b, Quelques résultats d'une enquête sur les aspects résiduels des événements de 1976 en Guadeloupe, *Cahiers d'Anthropologie*, Paris, 1, pp. 21-54.
- Weiss, K., L. Colbeau-Justin et D. Marchand, 2006, Entre connaissance, mémoire et oublis: représentations de l'environnement et réactions face à une catastrophe naturelle, In: *Psychologie sociale de l'environnement*, pp. 145-156.
- Westercamp, D., 1981, Cartographie du risque volcanique à la Soufrière de Guadeloupe: rétrospective et tendance actuelle, *Bulletin of the International Association of Engineering Geology-Bulletin de l'Association Internationale de Géologie de l'Ingénieur*, 23, 1, pp. 25-32, DOI: org/10.1007/BF02594723.
- Xu, B., 2015, Disaster, trauma, and memory, dans : *Routledge International Handbook of Memory Studies*, Routledge, pp. 379-392.

NOTES

1. Blog de Beauducel, 2006, [en ligne] URL: <http://www.ipgp.fr/~beaudu/soufriere/forum76.html>

RÉSUMÉS

L'objet de cet article est d'interroger la spatialité de la mémoire post-catastrophe et de montrer qu'elle modifie le rapport au territoire des habitants qui ont vécu l'événement. En considérant la crise éruptive de la Soufrière des années 1975-1977, nous étudions à la fois la mise en mémoire institutionnelle des événements et les mémoires individuelles des témoins directs. Nous montrons que quarante ans plus tard, les personnes conservent une mémoire sensible et chargée d'affects, qui est fortement spatialisée et qui possède une spatialité particulière. Vivre avec le volcan consiste aussi à vivre avec le souvenir de cette crise, qui est interprétée par les personnes comme une catastrophe. La mémoire produit ainsi de nouvelles territorialités et de nouveaux modes d'habiter. À l'inverse de la mémoire individuelle, la mémoire institutionnelle est en revanche peu présente et ne transforme pas le territoire.

This paper aims to address the spatiality of disaster memory and show how disaster memory transforms the relationship between the inhabitants, who experienced a crisis, and the lived space. Considering the 1975-1977 eruptive crisis of the Soufrière, we study both the institutional memory and the individual memories of the direct witnesses. We show that forty years later, people still remember events in a sensitive and affect-filled way, which is highly spatialized and has a particular spatiality. Living with the volcano implies to live with the memory of the crisis, which is interpreted by people as a catastrophe. Memory thus produces new territorialities, i.e. new ways of dwelling. Conversely, institutional memory is not very present and does not transform the geographical space in its materiality or its meaning.

INDEX

Mots-clés : mémoire, catastrophe, crise de la Soufrière, territoire, habiter

Keywords : memory, disaster, Soufrière crisis, sense of place, dwelling

AUTEURS

MAGALI REGHEZZA-ZITT

Maître de conférences habilitée à diriger des recherches, École normale supérieure (PSL),
Laboratoire de géographie physique de Meudon (LGP - CNRS UMR 5185), France, courriel :
magali.reghezza@ens.fr

FANNY BENITEZ

Chercheuse en post doctorat, Université de Paris, Centre de recherche psychanalyse médecine et
société, CNRS EA 3522, 75013 Paris, France, courriel : fanny.tez@gmail.com

MAUD H. DEVÈS

Maître de conférences, Université de Paris, Institut de physique du globe de Paris, CNRS UMR
7154, 75005 Paris & Centre de recherche psychanalyse médecine et société, CNRS EA 3522, 75013
Paris, France, courriel : deves@ipgp.fr